

English below / Español a continuación

APPEL À CONTRIBUTIONS «Foncier et conflits violents en Afrique »

Revue internationale des études du développement n°244 (2020-4)

Coordination du numéro

- Jean-Pierre Chauveau (jean-pierre.chauveau@ird.fr), socio-anthropologie, UMR GRED, IRD Montpellier
- Jacobo Grajales (jacobo.grajales-lopez@univ-lille.fr), science politique, CERAPS, Université de Lille
- Eric Léonard (eric.leonard@ird.fr), socio-économie, UMR GRED, IRD et Pôle Foncier Montpellier

Terre et guerre : une relation dialectique, des concepts à repenser

L'ambition de ce dossier est de faire dialoguer deux champs de recherche en sciences sociales, dont les objets se recoupent, mais dont la spécialisation limite l'enrichissement réciproque : d'un côté, les travaux qui s'attachent aux violences et aux guerres civiles ; de l'autre, ceux qui portent sur les conflits violents associés aux dynamiques foncières. Ces deux domaines d'études s'ignorent souvent alors même d'une part, que les violences pour l'accès aux ressources naturelles en milieu rural sont régulièrement identifiées comme l'un des éléments décisifs du déclenchement, du déroulement et de la durée des guerres civiles (guérillas, insurrections, violences endémiques), et, d'autre part, que ces dernières accroissent considérablement et durablement les tensions autour de la terre. Enfin, les politiques dites de « relèvement », de « sorties de crise » ou « post-conflit » font des questions foncières un enjeu-clé de leurs actions (Huggins and Clover (eds), 2005 ; Baranyi & Weitzner, 2006 ; Peters, 2013 ; Bavink et al. (eds), 2014 ; Van Leeuwen & Van Den Haar, 2016).

Le rapprochement entre ces champs de recherche ne va pas pour autant de soi. L'idée directrice proposée pour l'organiser est qu'il doit être simultanément conduit : (i) sur le plan empirique, afin de promouvoir dans chaque champ la prise en compte des éléments considérés comme hautement significatifs dans l'autre ; et (ii) sur le plan conceptuel, afin que les catégories descriptives et analytiques mobilisées dans chaque champ véhiculent le moins d'a priori et de points de vue normatifs possibles, ce qui est fréquemment le cas à propos des liens entre l'accès à la terre, la violence et les guerres.

En effet, les spécialistes des conflits abordent trop souvent ces liens à partir d'une lecture causale et nomologique, quel que soit le stade d'avancement des conflits et de leur éventuelle résolution (Newman, 2009 ; Kalyvas et Balcells, 2010 ; Strauss, 2012). Aux approches malthusiennes, guidées par le postulat de rareté relative de la terre, ont succédé celles qui pointent l'abondance et « la malédiction des ressources » naturelles (*resource curse*), avant que le débat ne s'oriente sur les guerres qualifiées d'« ethniques » et, plus récemment, de « *'sons of the soil' wars* », dans lesquelles l'idéologie d'autochtonie serait un levier spécifique de guerre civile, notamment en Asie et en Afrique (Jackson 2006, Dunn 2009, Fearon & Laitin, 2011, Geschiere 2011, Côté et Mitchell 2015). Or, la bonne compréhension du rôle joué par la question foncière dans les trajectoires de conflit et de pacification nécessite une analyse socio-foncière précise et rigoureuse, permettant de croiser la pluralité des institutions et des normes et la diversité des registres (politiques, identitaires, territoriaux, productifs...) impliqués dans les rapports sociaux.

A rebours, les spécialistes du foncier ne replacent pas toujours l'étude empirique des transformations des rapports socio-fonciers dans la diversité des systèmes de sens et des rapports d'appartenance collective, de pouvoir et d'autorité dans lesquels ils sont enchâssés (Sikor & Lund, 2009 ; Chauveau et Richards, 2008 ; Cramer & Richards, 2011 ; Lund & Boone, 2013). Or les dynamiques des rapports fonciers dans les pays du Sud s'inscrivent dans des configurations de « gouvernementalité rurale » (Chauveau, 2017) caractérisées par une pluralité de pouvoirs,

d'institutions formelles et informelles, de règles normatives et pratiques, qui s'exercent concomitamment sur les multiples droits relatifs à la terre (Bierschenk et Olivier de Sardan (eds), 2014 ; De Herdt et Olivier de Sardan (eds), 2015) et sur les instances qui régissent le domaine de la sécurité. Les notions de gouvernance et d'ordre social et politique hybrides sont ainsi souvent utilisées pour souligner l'hétérogénéité et le caractère sédimentaire de ces institutions (Luckham & Kirk, 2013). Les recherches empiriques, en socio-anthropologie et en science politique notamment, montrent néanmoins que ce désordre apparent trouve des explications dans l'articulation entre des échelles et des logiques sociales différentes (Bierschenk, 2014 ; Olivier de Sardan, 2016). De même, loin de marquer la désagrégation de l'État et de l'action publique, la violence peut apparaître comme une forme d'action politique routinière (Grajales et Le Cour Grandmaison (eds), 2019), que les études foncières spécialisées gagneraient à prendre en compte dans la régulation des rapports socio-fonciers.

En fin de compte, le cadre conceptuel trop souvent normatif, dichotomique et stato-centré, qui est très fréquent dans une littérature d'expertise, mais aussi dans l'approche internationalement dominante sur les guerres civiles, doit être dépassé.

Aussi ce dossier souhaite-t-il contribuer aux débats conceptuels et méthodologiques autour du *nexus* conflits fonciers et guerres civiles (*land related conflicts*, *land oriented wars* ou *land-violent conflict nexus*), sachant que le terme générique de « guerre civile » demande à être systématiquement précisé et incarné pour chaque contexte. Il ambitionne de se doter d'outils analytiques s'affranchissant des théories normatives de la guerre, de la sortie de guerre, de l'État, du politique, de la juridicité, de la gouvernementalité ou des droits de propriété (Grajales, 2016a et 2019 ; Le Roy, 1999 ; Bavinck *et al.* (eds), 2014 ; Van Leeuwen & Van Den Haar, 2016). Il s'inscrit, en cela, dans la perspective de changement de paradigme proposé par les recherches qualitatives compréhensives qui privilégient les processus, les formes de mobilisations et l'imbrication des guerres civiles dans les processus de co-construction de l'État et des sociétés rurales (Cramer, 2006 ; Richards, 2005 ; Wasinski, 2006 ; Gomes Porto, 2008 ; Berry 2009 ; Cramer & Richards, 2011 ; Linhardt et Moreau de Bellaing, 2013 ; Boone, 2014).

Pour ce faire, nous souhaitons adopter une perspective continuiste pour qualifier les situations qui se caractérisent souvent par la succession d'affrontements, d'accalmies, de moments indécis de type « ni guerre, ni paix » (Richards 2005) ou « d'entre-guerres » (Debos, 2009). Ceci implique de s'affranchir des limites imposées par la division simpliste entre le conflit ouvert et le « post-conflit », pour explorer le chevauchement des temporalités, l'enchevêtrement des modalités d'usage de la violence, la capacité des institutions à canaliser ses manifestations les plus déstabilisatrices. Il s'agit aussi de questionner de manière empirique les politiques de sécurisation foncière, monolithiques, voire homothétiques, souvent proposées pour prévenir, apaiser ou empêcher la résurgence des conflits (Grajales, 2016a ; Daudelin, 2003 ; Humphreys, 2005 ; Baranyi & Weitzner, 2006).

Au final, le dossier vise à saisir et éclairer, à partir d'études empiriques et non normatives, les processus d'enchevêtrement des aspects productifs, économiques, identitaires, territoriaux, politiques, mis en jeu dans les rapports socio-fonciers et leurs réagencements dans le développement des instabilités et des violences (Humphreys, 2005). Parmi ces processus, l'articulation entre dynamiques foncières, flux globalisés de ressources et mobilités des individus mérite particulièrement d'être évaluée, notamment au regard des rapports entre acteurs exogènes (les firmes agro-industrielles par exemple), ressources politiques locales et historicité des conflits, constitutive des processus de formation de l'État par le bas (Grajales, 2016b).

Une spécificité des contextes africains ?

Tout un courant de littérature fait état d'un certain nombre de spécificités africaines, qui relieraient de façon plus forte qu'ailleurs la terre et la guerre. Ces poncifs sont récurrents : l'Afrique serait un continent marqué par de fortes disponibilités en terre dans un monde où elles se raréfient, stimulant l'avidité des investisseurs des toutes origines ; les sociétés rurales y seraient soumises à des États de formation récente, dont les bases d'ancrage local sont fragiles et dont les capacités à garantir les droits de propriété foncière sont faibles ; enfin, les configurations de violence y seraient largement surdéterminées par les clivages ethniques, ou par des fractures entre des groupes sociaux ontologiquement opposés (autochtones et migrants, éleveurs et agriculteurs, par exemple).

L'idée d'une spécificité africaine ne constitue pas seulement le leitmotiv de nombreuses publications académiques ; elle

est également omniprésente dans les institutions d'aide au développement et parmi les experts de la résolution des conflits. Pourtant, la plupart de ces « spécificités » ne résistent pas à l'analyse empirique. Comme partout, les fractures ethniques sont ainsi moins une cause de la violence, qu'un sous-produit de dynamiques de conflit ; l'absence de délimitation claire des droits de propriété n'est pas forcément conflictogène, elle peut aussi fournir la base à des arrangements autour des droits d'usage et d'accès ; enfin, la supposée disponibilité de la terre doit être fortement nuancée du fait de la forte poussée démographique du continent, de la rareté des sources d'emploi urbain et du phénomène concomitant de « retour à la terre » qui peut parfois être observé. Par conséquent, l'utilisation des « aires culturelles » ne répond pas ici à l'existence d'une réelle spécificité des configurations africaines, mais constitue d'abord une stratégie épistémologique visant à questionner l'homogénéité des savoirs produits sur l'Afrique.

De plus, si nous choisissons de limiter ce dossier aux espaces africains c'est d'abord parce que nous souhaitons ancrer l'analyse des rapports entre terre et guerre dans une compréhension de l'historicité des sociétés, de la formation des États et de l'invention du capitalisme. L'illusion des « aires culturelles » n'est utile que si celles-ci sont appréhendées comme étant « connectées », comme constituant des points nodaux dans lesquels se croisent des temporalités historiques, des transformations économiques ou politiques et des discours savants. Leur usage doit ainsi être replacé dans une approche constructiviste, attentive à la production des catégories de la pensée. A cet égard, le dossier accueillera avec un œil particulièrement intéressé les propositions portant sur des parties de l'Afrique souvent laissées en marge des « aires » privilégiées par les analyses mettant en connexion le foncier et les conflits civils violents, comme l'Afrique du Nord, souvent opposée à une Afrique Subsaharienne, où cette connexion est considérée comme allant de soi.

On peut indiquer, parmi d'autres possibles, les problématiques d'actualité suivantes, qui se recourent fréquemment sur de nombreux terrains pour mobiliser les enjeux fonciers dans l'émergence ou la propagation des violences sociales et politiques :

- L'incidence foncière des migrations comme ingrédient des guerres civiles ;
- Les déplacements forcés de population et la reproduction des conflits fonciers ;
- Les outils de la gouvernance globale de l'environnement : de nouveaux risques de conflictualisation des rapports fonciers ?
- L'incrustation des situations de « post-conflit » à forte problématique foncière ;
- L'intégration des politiques foncières de formalisation des droits coutumiers dans les dispositifs de sortie de conflit.

Cadrage / Participation au dossier du n°244 (2020-4)

Ce dossier souhaite privilégier une approche interdisciplinaire. Les auteur·e·s de toutes les sciences sociales et humaines sont appelé·e·s à participer, y compris et sans pour autant s'y limiter : la sociologie, la science politique, l'économie, l'histoire, l'anthropologie, la psychologie, la philosophie.

Les auteur·e·s sont invité·e·s à explorer le thème du dossier à partir d'analyses locales, nationales, inter- et transnationales. La mise en contexte d'études empiriques, de corpus originaux, la rencontre entre une approche théorique solide et un terrain, sont attendues.

Le processus de sélection se déroule comme suit selon les dates indiquées dans le calendrier de production ci-dessous :

1- Envoi de la proposition d'article

Les propositions d'articles, en français, anglais, ou espagnol, présentent le projet d'article en environ 4.000 signes, espaces comprises, soit environ 500 mots ou une page.

La proposition, dont le fichier est intitulé « NOM DE L'AUTEUR-Proposition-244 », comprend :

- Le titre : de 70 signes maximum (avec possibilité d'ajouter un sous-titre)

- Un résumé de l'article détaillant la question de recherche, le cadre théorique, le terrain étudié, les principaux résultats
- Des jalons bibliographiques (hors du décompte des signes)
- Un fichier joint intitulé « NOM DE L'AUTEUR-Infos » indiquant de manière exhaustive les noms et prénoms des auteurs, leur statut et leur rattachement institutionnel, leurs adresses courriel.

Ces éléments sont indispensables à l'examen de la proposition d'article. L'adéquation de la proposition à l'appel à contributions est vérifiée par les coordinateurs·trices et la rédaction de la revue.

2- Envoi de l'article

Les auteur·e·s dont les propositions d'article ont été sélectionné·e·s sont invité·e·s à envoyer une première version de leur article qui doit impérativement correspondre aux normes indiquées ci-dessous. Les articles sont alors soumis à une lecture en double-aveugle auprès de deux évaluateurs spécialistes et extérieurs à la revue.

Les articles (de 40 000 signes maximum, espaces comprises, hors résumé et bibliographie), pourront être rédigés en français, anglais ou espagnol. Ils doivent être originaux. Ils pourront toutefois avoir fait l'objet de communications à un colloque (avec actes), à condition d'être réadaptés au format exigé par la *Revue internationale des études du développement* (voir les [consignes aux auteurs](#) sur le [carnet de recherches des publications de l'IEDES](#)), mais l'auteur·e s'engage à ce que l'article ne fasse pas l'objet d'une soumission parallèle dans une autre revue.

Calendrier de production

Les propositions d'articles sont à soumettre **avant le 15 novembre 2019** à :

- la rédaction : revdev@univ-paris1.fr

les co-responsables de ce numéro spécial :

- Jean-Pierre Chauveau (jean-pierre.chauveau@ird.fr), socio-anthropologie, UMR GRED, IRD Montpellier
- Jacobo Grajales (jacobo.grajales-lopez@univ-lille.fr), science politique, CERAPS, Université de Lille
- Eric Léonard (eric.leonard@ird.fr), socio-économie, UMR GRED, IRD et Pôle Foncier Montpellier

- **Les auteur·e·s présélectionné·e·s** par les coordinatrices et le comité de rédaction seront prévenu·e·s par l'équipe de la revue la semaine du **18/11/2019**.

- **Les premières versions des articles**, conformes aux consignes aux auteur·e·s de la revue, seront envoyées par les auteur·e·s aux quatre courriels précités avant le **24/01/2020**.

- **Le processus d'évaluation** durera quelques mois, chaque article - anonyme - sera soumis à une double lecture aveugle par des relecteurs extérieurs à la revue, experts sur le sujet traité. La demande de rédaction d'une première version de l'article ne constitue pas un engagement de la revue pour une publication, l'article devant être validé, suite aux différentes étapes du processus d'évaluation, par le comité éditorial.

La sortie en librairie de ce n°244 2020-4 est prévue pour **novembre 2020**.

Références citées

Baranyi S., Weitzner V., 2006, *Transforming land-related conflict. Policy, practice and possibilities*, Ottawa/Rome, The North-South Institute / The International Land Coalition, working paper.

Bavinck M., Pellegrini L., Mostert E. (dir.), 2014, *Conflicts over Natural Resources in the Global South. Conceptual Approaches*, Leiden, CRC Press/Balkema. DOI : [10.1201/b16498](https://doi.org/10.1201/b16498)

Berry S., 2009, « Property, Authority and Citizenship: Land Claims, Politics and the Dynamics of Social Division in West Africa », *Development and Change*, vol. 40, n° 1, p. 23-45. DOI : [10.1111/j.1467-7660.2009.01504.x](https://doi.org/10.1111/j.1467-7660.2009.01504.x)

Bierschenk T., Olivier de Sardan J.-P. (dir.), 2014, *States at Work. Dynamics of African Bureaucracies*, Leiden, Brill. DOI : [10.1163/9789004264960](https://doi.org/10.1163/9789004264960)

- Bierschenk T., 2014, « Sedimentation, Fragmentation and Normative Double-Binds in (West) African public services », dans Bierschenk T., Olivier de Sardan J.-P. (dir.), 2014, *States at Work. Dynamics of African Bureaucracies*, Leiden, Brill, p. 221-245. DOI : [10.1163/9789004264960_010](https://doi.org/10.1163/9789004264960_010)
- Boone C., 2014, *Property and Political Order in Africa. Land Rights and the Structure of Politics*, Cambridge, Cambridge University Press. DOI : [10.1017/CBO9781139629256](https://doi.org/10.1017/CBO9781139629256)
- Chauveau J.-P., 2017, « Le nexus État, foncier, migrations, conflits comme champ social », *Critique internationale*, vol. 2, n° 75, p. 9-19. DOI : [10.3917/criti.075.0009](https://doi.org/10.3917/criti.075.0009)
- Chauveau J.-P., Richards P., 2008, « Les racines agraires des insurrections ouest-africaines. Une comparaison Côte d'Ivoire-Sierra Leone », *Politique africaine*, vol. 3, n° 111, p. 131-167. DOI : [10.3917/polaf.111.0131](https://doi.org/10.3917/polaf.111.0131)
- Colin J.-Ph., Le Meur P.-Y., Léonard E. (dir.), 2010, *Les politiques d'enregistrement des droits fonciers. Du cadre légal aux pratiques locales*, Paris, Karthala.
- Comité éditorial, 2013, « Éditorial. Dossier "Ni guerre, ni paix" », *Politix*, n° 4, p. 3-5. DOI : [10.3917/pox.104.0003](https://doi.org/10.3917/pox.104.0003)
- Côté I., Mitchell M. I., 2015, « Deciphering "Sons of the Soil" Conflicts: A Critical Survey of the Literature », *Ethnopolitics*, vol. 16, n° 4, p. 333-351. DOI : [10.1080/17449057.2015.1089050](https://doi.org/10.1080/17449057.2015.1089050)
- Cramer C., Richards P., 2011, « Violence and War in Agrarian Perspective », *Journal of Agrarian Change*, vol. 11, n° 3, p. 277-297.
- Cramer C., 2006, *Civil War Is Not a Stupid Thing: Accounting for Violence in Developing Countries*, London, Hurst & Company. DOI : [10.1177/0022343309334813](https://doi.org/10.1177/0022343309334813)
- Daudelin J., 2003, *Land and Violence in Post-Conflict Situations*. Report prepared for the North-South Institute and The World Bank, Ottawa, The North-South Institute.
- Debos M., 2013, *Le métier des armes au Tchad. Le gouvernement de l'entre-guerres*, Paris, Karthala.
- De Herdt T., Olivier de Sardan J.-P. (dir.), 2015, *Real Governance and Practical Norms in Sub-Saharan Africa: The Game of the Rules*, London, Routledge. DOI : [10.4324/9781315723365](https://doi.org/10.4324/9781315723365)
- Dunn K. C., 2009, « "Sons of the Soil" and Contemporary State Making: Autochthony, Uncertainty and Political Violence in Africa », *Third World Quarterly*, vol. 30, n° 1, p. 113-127.
- Fearon J., Laitin D., 2011, « Sons of the Soil, Migrants, and Civil War », *World Development*, vol. 39, n° 2, p. 199-211.
- Geschiere P., 2011, « "Sons of the Soil": Autochthony and its ambiguities in Africa and Europe », dans Abbink J. G., De Bruijn M. (dir.), 2011, *Land, Law and Politics in Africa: Mediating Conflict and Reshaping the State*, Leiden, Brill. DOI : [10.1163/9789004218062_006](https://doi.org/10.1163/9789004218062_006)
- Gomes Porto J., 2008, « The mainstreaming of conflict analysis in Africa: contributions for theory », dans Francis D., *Peace and conflict in Africa*, p. 46-67, Londres, Zed Books.
- Grajales J., Le Cour Grandmaison R. (dir.), 2019, *L'État malgré tout. Produire l'autorité dans la violence*, Paris, Karthala.
- Grajales J., 2016, *Gouverner dans la violence. Le paramilitarisme en Colombie*, Paris, Karthala.
- Grajales J., 2016, « La terre, entre guerre et paix. Politiques foncières et sortie de conflit en Colombie », *Les Études du CERI*, n° 223, Paris, SciencesPo.
- Huggins C., Clover J. (dir.), 2005, *From the Ground Up: Land Rights, Conflict and Peace in Sub-Saharan Africa*, Pretoria, Institute of Security Studies.
- Humphreys M., 2005, « Natural Resources, Conflict, and Conflict Résolution: Uncovering the Mechanisms », *Journal of Conflict Resolution*, vol. 49, n° 4, p. 508-537. DOI : [10.1177/0022002705277545](https://doi.org/10.1177/0022002705277545)
- Jackson S., 2006, « Sons of Which Soil? The Language and Politics of Autochthony in Eastern D.R. Congo », *African Studies Review*, vol. 49, n° 2, p. 95-124.
- Kalyvas S., Balcells L., 2010, « International System and Technologies of Rebellion: How the End of the Cold War Shaped Internal Conflict », *American Political Science Review*, vol. 104, n° 3, p. 415-429. DOI : [10.1017/S0003055410000286](https://doi.org/10.1017/S0003055410000286)
- Le Roy É., 1999, *Le jeu des lois, une anthropologie « dynamique » du droit*, Paris, Librairie générale de droit et de jurisprudence.
- Linhardt D., Moreau de Bellaing C., 2013, « Ni guerre, ni paix. Dislocations de l'ordre politique et décantonnements de la guerre », *Politix*, vol. 4, n° 104, p. 7-23. DOI : [10.3917/pox.104.0007](https://doi.org/10.3917/pox.104.0007)
- Luckham R., Kirk T., 2013, « The Two Faces of Security in Hybrid Political Orders: A Framework for Analysis and Research », *Stability: International Journal of Security & Development*, vol. 2, n° 2, p. 1-30, DOI : [10.5334/sta.cf](https://doi.org/10.5334/sta.cf)
- Lund C., Boone C., 2013, « Introduction: Land Politics in Africa – Constituting Authority over Territory, Property and Persons », *Africa*, vol. 83, n° 1, p. 1-13. DOI : [10.1017/S000197201200068X](https://doi.org/10.1017/S000197201200068X)

- Lund C., 2006, « Twilight Institutions: Public Authority and Local Politics in Africa », *Development and Change*, vol. 37, n° 4, p. 685-705. DOI : [10.1111/j.1467-7660.2006.00497.x](https://doi.org/10.1111/j.1467-7660.2006.00497.x)
- Newman E., 2009, « Conflict Research and the "Decline" of Civil War », *Civil Wars*, vol. 11, n° 3, p. 255-278.
- Olivier de Sardan J.-P., 2016, « For an Anthropology of Gaps, Discrepancies and Contradictions », *Antropologia*, vol. 3, n° 1 n.s., p. 111-131.
- Peters P., 2013, « Land Appropriation, Surplus People and a Battle over Visions of Agrarian Futures in Africa », *Journal of Peasant Studies*, vol. 40, n° 3, p. 537-562. DOI : [10.1080/03066150.2013.803070](https://doi.org/10.1080/03066150.2013.803070)
- Sikor T., Lund C., 2009, « Access and property: A Question of Power and Authority », *Development and Change*, vol. 40, n° 1, p. 1-22. DOI : [10.1111/j.1467-7660.2009.01503.x](https://doi.org/10.1111/j.1467-7660.2009.01503.x)
- Strauss S., 2012, « Wars Do End! Changing Patterns of Political Violence in Sub-Saharan Africa », *African Affairs*, vol. 111, n° 443, p. 179-201. DOI : [10.1093/afraf/ads015](https://doi.org/10.1093/afraf/ads015)
- Van Leeuwen M., Van Den Haar G., 2016, « Theorising the Land-Violent Nexus », *World Development*, vol. 78, p. 94-104. DOI : [10.1016/j.worlddev.2015.10.011](https://doi.org/10.1016/j.worlddev.2015.10.011)
- Wasinski C., 2006, « Aperçu d'un atelier de recherches : les études sociales constructivistes, critiques et postmodernes de sécurité – deuxième partie », *Les Cahiers du RMES*, vol. 3, n° 1, p. 80-102.

CALL FOR PAPERS

“Land and violent conflicts in Africa”

Revue internationale des études du développement no. 244 (2020-4)

Editors

- Jean-Pierre Chauveau (jean-pierre.chauveau@ird.fr), socio-anthropologie, UMR GRED, IRD Montpellier
- Jacobo Grajales (jacobo.grajales-lopez@univ-lille.fr), science politique, CERAPS, Université de Lille
- Eric Léonard (eric.leonard@ird.fr), socio-économie, UMR GRED, IRD et Pôle Foncier Montpellier

Land and war: how to rethink such a dialectic relation?

The goal of this special issue is to establish a dialogue between two research fields in the social sciences, whose interactions are often overlooked as a consequence of disciplinary specialization. Some works refer to violence and civil wars, while other works investigate violent conflicts associated to land-related mechanisms. These two fields often ignore each other: on the one hand, the violence to access natural resources in the rural areas is regularly identified as one of the decisive elements of the origin, development, and duration of civil wars (guerrillas, insurrections, and endemic violence); on the other, civil wars spread around increasingly social tensions worldwide. Finally, the policies of “crisis-management or “post-conflict” make the property issues a key priority of their actions (Huggins and Clover (ed.), 2005; Baranyi and Weitzner, 2006; Peters, 2013; Bavinck, Pellegrini, Mostert (ed.), 2014; Van Leeuwen and Van Den Haar, 2016).

In spite of this, the interaction between these two research fields is not spontaneous. Such a dialogue must be simultaneously guided by : 1. An empirical approach, aiming at promoting within each field the awareness of the elements considered of high importance for the other, and 2. A conceptual approach aimed at profiting from the descriptive and analytic categories within each of these fields in order to go beyond *a priori* assumptions and normative perspectives on the relations between access to land, violence and war.

The specialists in conflicts too often approach these relations drawing on a causal and nomological interpretation, regardless of the stage of evolution of these conflicts and of their potential resolution (Newman, 2009; Kalyvas and Balcells, 2010; Strauss, 2012). The Malthusian approaches, which are guided by the postulate of relative scarcity of land, have followed those pointing out to abundance and to “the resource curse”. After that, the debate became oriented towards the so-called “ethnic wars” and, more recently, towards the hypothesis of “sons of the soil” wars, in which the ideology of autoctony would be the specific lever of civil war, particularly in Asia and Africa (Jackson, 2006; Dunn, 2009; Fearon and Laitin, 2011; Geschiere, 2011; Côté and Mitchell, 2015). Now, a comprehensive understanding of the role played by the question of property within the trajectories of conflicts and pacification needs a precise and rigorous analysis of real estate able to cross through the plurality of norms and institutions and through the diversity of factors (about politics, identity, territory, production) involved in land-related issues.

In retrospective, the specialists in property do not account empirically for the diverse systems of meaning and of collective relations of affiliation, power, or authority within which land and social relations are articulated (Sikor and Lund, 2009; Chauveau and Richards, 2008; Cramer and Richards, 2011 ; Lund and Boone, 2013). Yet the dynamics of property relations within countries of the South are embedded into configurations of “rural governance” (Chauveau, 2017) characterized by a plurality of powers of formal and informal institutions, of normative and practical rules, which are exerted simultaneously over the multiple rights relative to land (Bierschenk and Olivier de Sardan (ed.), 2014; De Herdt and Olivier de Sardan (eds.), 2015), and over the agents in charge of Security. Both the notions of governance and of social or hybrid politics are frequently used to underline the variety and sedimentary character of this institution (Luckham and Kirk, 2013). However, the empirical studies, carried out mainly in the fields of socio-

anthropology and political science, show that this apparent disorder finds its roots in the articulation between scales and different social mechanisms (Bierschenk, 2014; Olivier de Sardan, 2016). Similarly, violence may appear as a routine political action (Grajales and Le Cour Grandmaison (ed.), 2019) rather than as a result of the disaggregation of the State and the public action, which probably might help specialised property studies in the regulation of land and social oriented relations.

Overall, this normative, dichotomic and state-centered theoretical background, is used extensively not only in the specialised scientific literature, but also in the dominant practitioners' approach at the international level on civil wars.

Moreover, this special issue would like to give a contribution to the debates on theory and method about the *nexus* between property conflicts and civil wars, knowing that the general term "civil war" needs to be constantly redefined, specified and embodied for each context. It purports to provide the tools to depart from the normative theories of the war, of post-conflict situations, of the State, politics, jurisdiction, government or land rights (Grajales, 2016a and 2019; Le Roy, 1999; Bavinck *et al.* (ed.), 2014; Van Leeuwen and Van Den Haar, 2016). For this reason, it is part of the perspective of change proposed by global qualitative research that singles out the processes, mobilizations and increasing crossover of civil wars in the formation of the State and of rural societies (Cramer, 2006; Richards, 2005; Wasinski, 2006; Gomes Porto, 2008; Berry, 2009; Cramer and Richards, 2011; Linhardt and Moreau de Bellaing, 2013; Boone, 2014).

To do so, we approach the situations of conflicts, lulls, periods of uncertainty on a continuum, and build on the works pointing to a situation of "no peace, nowar" (Richards, 2005) or of "inter-wars" (Debos, 2009). This implies to overcome the limits imposed by a simplistic division between open conflict and the post-conflict, to explore overlapping temporalities, the intersection of distinct forms of violence and the ability of institutions to control their most destabilizing effects. What we challenge empirically is also the policies of land tenure security used to prevent, calm down or avoid the resurgence of conflicts, and which are coherently solid and extremely circumscribed (Grajales, 2016a; Daudelin, 2003; Humphreys, 2005; Baranyi and Weitzner, 2006).

As such, this issue aims to understand and clarify, on empirical rather than normative bases, the process of interaction between different dimensions like production, the economy, identity, territory, politics, which are called into action in both land and social relations, as well as their transformation as a result of instability and violence (Humphreys, 2005). In these processes, the articulation between land mechanisms, globalised flux of sources and the mobility of individuals needs particular attention along with the relations between exogenous actors (the agro-industrial firms for instance), local political sources and historical conflicts, which take part in bottom-up processes of State formation (Grajales, 2016b).

Is the African context specific?

A whole body of literature argue that there are certain African peculiarities and establish a strong relation between land and war: in this view, Africa is a continent rich in land, a "new frontier" in a world where resources are increasingly scarce, thus triggering the greed of investors. Rural societies would be submitted to those recently created States, whose bases of local positioning are fragile and whose abilities to assure land properties and rights are weak. In the end, violence configurations would be largely determined by the divisions between ethnic or social groups in ontological opposition (natives and migrants, breeders and farmers, for example).

The idea of an African specificity does not only consist in a leitmotiv of various academic publications; it also nurtures the mindsets and practices of development institutions and conflict resolution experts. However, the majority of these "peculiarities" do not resist empirical enquiry. As everywhere, ethnic divisions are less a consequence of violence than a sub-product of the conflict mechanisms. The lack of clearly delimited land rights is not necessarily a reason for conflicts and it can support some arrangements about use and access rights. Also, the supposed land availability should be requalified depending on the rapid population growth of the continent, the scarcity of urban employment and the associated phenomena of "back-to-the-land" that could perhaps be observed. As a result, the use of "cultural areas" does not apply here to the existence of a real specificity of African configurations, but constitutes mainly an epistemological strategy aimed at challenging the homogeneity of the existing notions about Africa.

Moreover, limiting this issue to African lands leads us to position the analysis of land and war relations within a broader understanding of the history of societies, of the creation of States, and of the invention of capitalism. The illusion of "cultural areas" could be of some use only if these are apprehended as "connected" entities, constituting crucial points at the juncture of historical temporalities, economic or political transformations and scholarly discourses. Their use must therefore be fitted with a constructivist approach, aware of the production of categories of thought. In this respect, this issue will welcome with a particular interest proposals dealing with places in Africa (like North Africa), which are often left aside from the privileged "areas" in the analyses connecting lands with violent civil conflicts, as opposed to sub-Saharan Africa, where this connection is considered self-evident.

The special issue welcomes contributions dealing, amongst other things, with the following research lines:

- The incidence of migrations in the relations of property as an ingredient of civil wars.
- The forced displacement of populations and the reproduction of land conflicts.
- The tools of environmental global governance: do they create new risks for the emergence of land-related conflicts?
- The emergence of "post-conflict" situations characterised by a strong property concern.
- The integration of land-related political agendas for the formalization of customary rights within conflict resolution schemes.

Framework / Participation in Issue no. 244 (2020-4) of the RIED

This issue will favor an interdisciplinary approach. Authors from all the social and human sciences may submit papers, including but not limited to: sociology, political science, economics, history, anthropology, psychology, and philosophy.

Authors should explore the theme of this Issue through local, national, international, and transnational analyses. The contextualization of empirical studies and original corpuses, and the combination of a sound theoretical approach and fieldwork are expected.

The selection process will take place according to the dates specified in the publication calendar below.

1- Proposal Submission

The proposals in French, English, or Spanish must present the paper in approximately 4,000 characters (with spaces), 500 words, or one page.

The proposals (entitled "AUTHOR'S NAME-Proposition-242) must include:

- a title: 70 characters (with the possibility of adding a subtitle);
- an abstract detailing the research question, the theoretical framework, the fieldwork, and the main results;
- bibliographical references (not included in the character count);
- a separate file entitled "AUTHOR'S NAME-Infos" providing the authors' first names and last names, their status, and their institutional affiliation, as well as their email addresses.

The relevancy of the proposals with regard to this call for papers and their conformity to the journal guidelines will be verified by the journal editors and the editorial team.

2- Article Submission

The authors whose proposals have been selected will be invited to send a first draft of their article, which must follow the guidelines below. The articles will then be submitted to a double blind peer review by two external reviewers who are experts on the topic.

The articles (40,000 characters with spaces, excluding the abstract and references) may be written in French, English, or Spanish. They must be original work. They may however have been presented at a conference (with proceedings), as long as they have been adapted to the format required by the *Revue internationale des études du développement* (see the [guidelines for authors](#) on the [blog for the publications of the IEDES](#)).

Publication Calendar

Article proposals must be submitted by **November 15, 2019** to:

- The editorial office: revdev@univ-paris1.fr

The editors of this issue:

- Jean-Pierre Chauveau (jean-pierre.chauveau@ird.fr), socio-anthropologie, UMR GRED, IRD Montpellier
- Jacobo Grajales (jacobo.grajales-lopez@univ-lille.fr), science politique, CERAPS, Université de Lille
- Eric Léonard (eric.leonard@ird.fr), socio-économie, UMR GRED, IRD et Pôle Foncier Montpellier

- **The authors preselected** by the editors and the editorial committee will be notified the week of **November 18, 2019**.

- **The first draft**, following the journal's guidelines for authors, must be submitted to the four aforementioned email addresses by **January 24, 2020**.

- **The evaluation process** will take a few months; each – anonymous – article will be submitted to a double blind peer review by two external reviewers who are experts on the topic; no. 242 2020-2 is expected to be published in **November 2020**.

References

Baranyi S., Weitzner V., 2006, *Transforming land-related conflict. Policy, practice and possibilities*, Ottawa/Rome, The North-South Institute / The International Land Coalition, working paper.

Bavinck M., Pellegrini L., Mostert E. (dir.), 2014, *Conflicts over Natural Resources in the Global South. Conceptual Approaches*, Leiden, CRC Press/Balkema. DOI : [10.1201/b16498](https://doi.org/10.1201/b16498)

Berry S., 2009, « Property, Authority and Citizenship: Land Claims, Politics and the Dynamics of Social Division in West Africa », *Development and Change*, vol. 40, n° 1, p. 23-45. DOI : [10.1111/j.1467-7660.2009.01504.x](https://doi.org/10.1111/j.1467-7660.2009.01504.x)

Bierschenk T., Olivier de Sardan J.-P. (dir.), 2014, *States at Work. Dynamics of African Bureaucracies*, Leiden, Brill. DOI : [10.1163/9789004264960](https://doi.org/10.1163/9789004264960)

Bierschenk T., 2014, « Sedimentation, Fragmentation and Normative Double-Binds in (West) African public services », dans Bierschenk T., Olivier de Sardan J.-P. (dir.), 2014, *States at Work. Dynamics of African Bureaucracies*, Leiden, Brill, p. 221-245. DOI : [10.1163/9789004264960_010](https://doi.org/10.1163/9789004264960_010)

Boone C., 2014, *Property and Political Order in Africa. Land Rights and the Structure of Politics*, Cambridge, Cambridge University Press. DOI : [10.1017/CBO9781139629256](https://doi.org/10.1017/CBO9781139629256)

Chauveau J.-P., 2017, « Le nexus État, foncier, migrations, conflits comme champ social », *Critique internationale*, vol. 2, n° 75, p. 9-19. DOI : [10.3917/crit.075.0009](https://doi.org/10.3917/crit.075.0009)

Chauveau J.-P., Richards P., 2008, « Les racines agraires des insurrections ouest-africaines. Une comparaison Côte d'Ivoire-Sierra Leone », *Politique africaine*, vol. 3, n° 111, p. 131-167. DOI : [10.3917/polaf.111.0131](https://doi.org/10.3917/polaf.111.0131)

Colin J.-Ph., Le Meur P.-Y., Léonard E. (dir.), 2010, *Les politiques d'enregistrement des droits fonciers. Du cadre légal aux pratiques locales*, Paris, Karthala.

Comité éditorial, 2013, « Éditorial. Dossier "Ni guerre, ni paix" », *Politix*, n° 4, p. 3-5. DOI : [10.3917/pox.104.0003](https://doi.org/10.3917/pox.104.0003)

Côté I., Mitchell M. I., 2015, « Deciphering "Sons of the Soil" Conflicts: A Critical Survey of the Literature », *Ethnopolitics*, vol. 16, n° 4, p. 333-351. DOI : [10.1080/17449057.2015.1089050](https://doi.org/10.1080/17449057.2015.1089050)

- Cramer C., Richards P., 2011, « Violence and War in Agrarian Perspective », *Journal of Agrarian Change*, vol. 11, n° 3, p. 277-297.
- Cramer C., 2006, *Civil War Is Not a Stupid Thing: Accounting for Violence in Developing Countries*, London, Hurst & Company. DOI : [10.1177/0022343309334813](https://doi.org/10.1177/0022343309334813)
- Daudelin J., 2003, *Land and Violence in Post-Conflict Situations*. Report prepared for the North-South Institute and The World Bank, Ottawa, The North-South Institute.
- Debos M., 2013, *Le métier des armes au Tchad. Le gouvernement de l'entre-guerres*, Paris, Karthala.
- De Herdt T., Olivier de Sardan J.-P. (dir.), 2015, *Real Governance and Practical Norms in Sub-Saharan Africa: The Game of the Rules*, London, Routledge. DOI : [10.4324/9781315723365](https://doi.org/10.4324/9781315723365)
- Dunn K. C., 2009, « "Sons of the Soil" and Contemporary State Making: Autochthony, Uncertainty and Political Violence in Africa », *Third World Quarterly*, vol. 30, n° 1, p. 113-127.
- Fearon J., Laitin D., 2011, « Sons of the Soil, Migrants, and Civil War », *World Development*, vol. 39, n° 2, p. 199-211.
- Geschiere P., 2011, « "Sons of the Soil": Autochthony and its ambiguities in Africa and Europe », dans Abbink J. G., De Bruijn M. (dir.), 2011, *Land, Law and Politics in Africa: Mediating Conflict and Reshaping the State*, Leiden, Brill. DOI : [10.1163/9789004218062_006](https://doi.org/10.1163/9789004218062_006)
- Gomes Porto J., 2008, « The mainstreaming of conflict analysis in Africa: contributions for theory », dans Francis D., *Peace and conflict in Africa*, p. 46-67, Londres, Zed Books.
- Grajales J., Le Cour Grandmaison R. (dir.), 2019, *L'État malgré tout. Produire l'autorité dans la violence*, Paris, Karthala.
- Grajales J., 2016, *Gouverner dans la violence. Le paramilitarisme en Colombie*, Paris, Karthala.
- Grajales J., 2016, « La terre, entre guerre et paix. Politiques foncières et sortie de conflit en Colombie », *Les Études du CERI*, n° 223, Paris, SciencesPo.
- Huggins C., Clover J. (dir.), 2005, *From the Ground Up: Land Rights, Conflict and Peace in Sub-Saharan Africa*, Pretoria, Institute of Security Studies.
- Humphreys M., 2005, « Natural Resources, Conflict, and Conflict Résolution: Uncovering the Mechanisms », *Journal of Conflict Resolution*, vol. 49, n° 4, p. 508-537. DOI : [10.1177/0022002705277545](https://doi.org/10.1177/0022002705277545)
- Jackson S., 2006, « Sons of Which Soil? The Language and Politics of Autochthony in Eastern D.R. Congo », *African Studies Review*, vol. 49, n° 2, p. 95-124.
- Kalyvas S., Balcells L., 2010, « International System and Technologies of Rebellion: How the End of the Cold War Shaped Internal Conflict », *American Political Science Review*, vol. 104, n° 3, p. 415-429. DOI : [10.1017/S0003055410000286](https://doi.org/10.1017/S0003055410000286)
- Le Roy É., 1999, *Le jeu des lois, une anthropologie « dynamique » du droit*, Paris, Librairie générale de droit et de jurisprudence.
- Linhardt D., Moreau de Bellaing C., 2013, « Ni guerre, ni paix. Dislocations de l'ordre politique et décantonnements de la guerre », *Politix*, vol. 4, n° 104, p. 7-23. DOI : [10.3917/pox.104.0007](https://doi.org/10.3917/pox.104.0007)
- Luckham R., Kirk T., 2013, « The Two Faces of Security in Hybrid Political Orders: A Framework for Analysis and Research », *Stability: International Journal of Security & Development*, vol. 2, n° 2, p. 1-30, DOI : [10.5334/sta.cf](https://doi.org/10.5334/sta.cf)
- Lund C., Boone C., 2013, « Introduction: Land Politics in Africa – Constituting Authority over Territory, Property and Persons », *Africa*, vol. 83, n° 1, p. 1-13. DOI : [10.1017/S000197201200068X](https://doi.org/10.1017/S000197201200068X)
- Lund C., 2006, « Twilight Institutions: Public Authority and Local Politics in Africa », *Development and Change*, vol. 37, n° 4, p. 685-705. DOI : [10.1111/j.1467-7660.2006.00497.x](https://doi.org/10.1111/j.1467-7660.2006.00497.x)
- Newman E., 2009, « Conflict Research and the "Decline" of Civil War », *Civil Wars*, vol. 11, n° 3, p. 255-278.
- Olivier de Sardan J.-P., 2016, « For an Anthropology of Gaps, Discrepancies and Contradictions », *Antropologia*, vol. 3, n° 1 n.s., p. 111-131.
- Peters P., 2013, « Land Appropriation, Surplus People and a Battle over Visions of Agrarian Futures in Africa », *Journal of Peasant Studies*, vol. 40, n° 3, p. 537-562. DOI : [10.1080/03066150.2013.803070](https://doi.org/10.1080/03066150.2013.803070)
- Sikor T., Lund C., 2009, « Access and property: A Question of Power and Authority », *Development and Change*, vol. 40, n° 1, p. 1-22. DOI : [10.1111/j.1467-7660.2009.01503.x](https://doi.org/10.1111/j.1467-7660.2009.01503.x)
- Strauss S., 2012, « Wars Do End! Changing Patterns of Political Violence in Sub-Saharan Africa », *African Affairs*, vol. 111, n° 443, p. 179-201. DOI : [10.1093/afraf/ads015](https://doi.org/10.1093/afraf/ads015)
- Van Leeuwen M., Van Den Haar G., 2016, « Theorising the Land-Violent Nexus », *World Development*, vol. 78, p. 94-104. DOI : [10.1016/j.worlddev.2015.10.011](https://doi.org/10.1016/j.worlddev.2015.10.011)

Wasinski C., 2006, « Aperçu d'un atelier de recherches : les études sociales constructivistes, critiques et postmodernes de sécurité – deuxième partie », *Les Cahiers du RMES*, vol. 3, n° 1, p. 80-102.

LLAMAMIENTO A CONTRIBUCIÓN “Tierras y conflictos violentos en África”

Revue internationale des études du développement n°244 (2020-4)

Coordinación del Dossier

- Jean-Pierre Chauveau (jean-pierre.chauveau@ird.fr), socio-anthropologie, UMR GRED, IRD Montpellier
- Jacobo Grajales (jacobo.grajales-lopez@univ-lille.fr), science politique, CERAPS, Université de Lille
- Eric Léonard (eric.leonard@ird.fr), socio-économie, UMR GRED, IRD et Pôle Foncier Montpellier

Tierra y guerra: una relación dialéctica, conceptos para repensar

El objetivo de este número temático es reunir dos campos de investigación en ciencias sociales, cuyos objetivos se superponen, pero cuya especialización limita su enriquecimiento mutuo: por un lado, los estudios sobre la violencia y las guerras civiles; por otro, los que se enfocan en los conflictos violentos asociados a las dinámicas de la tierra. Estos dos campos de estudio a menudo se ignoran mutuamente, aunque la violencia por el acceso a los recursos naturales en las zonas rurales es identificada regularmente como uno de los factores decisivos en el comienzo, el escalamiento y la duración de las guerras civiles (guerrillas, insurrecciones, violencia endémica) y, por otro lado, estas últimas aumentan considerable y duraderamente las tensiones alrededor de la tierra. Por último, las denominadas políticas de “recuperación”, de “post-crisis” o de “post-conflicto” hacen de los problemas de la tierra una cuestión clave para sus acciones (Huggins y Clover (eds.), 2005; Baranyi & Weitzner, 2006; Peters, 2013; Bavinck et al (eds.), 2014; Van Leeuwen & Van Den Haar, 2016).

Sin embargo, el acercamiento entre estos dos campos no es tarea sencilla. La idea rectora aquí propuesta implica organizarlo a través de varias operaciones simultáneas: (i) promover empíricamente en cada campo la consideración de elementos considerados altamente significativos en el otro; y (ii) asegurar conceptualmente que las categorías descriptivas y analíticas movilizadas en cada campo transmitan el menor número posible de puntos de vista a priori y normativos, como ocurre con frecuencia con respecto a los vínculos entre el acceso a la tierra, la violencia y las guerras.

Con demasiada frecuencia, los expertos en conflictos abordan estos vínculos desde una perspectiva causal y nomológica, independientemente de la etapa de progreso del conflicto y de su posible resolución (Newman, 2009; Kalyvas y Balcells, 2010; Strauss, 2012). Los enfoques maltusianos, guiados por el postulado de la escasez relativa de la tierra, fueron seguidos por aquellos que señalaban la abundancia y la “maldición de los recursos naturales” (*resource curse*), antes de que el debate se centrara en las guerras descritas como “étnicas” y, más recientemente, en las “*sons of the soil wars*”, en las que la ideología de la autoctonía funciona como un vector específico de la guerra civil, particularmente en Asia y África (Jackson 2006, Dunn 2009, Fearon et al. Milk, 2011, Geschiere 2011, Côté y Mitchell 2015). Sin embargo, una buena comprensión del papel que juegan las cuestiones de la tierra en las trayectorias de conflicto y de pacificación requiere un análisis preciso y riguroso de las relaciones sociales en torno a la tierra, que permita cruzar la pluralidad de las instituciones y normas, así como de la diversidad de los registros (políticos, de identidad, territoriales, productivos, etc.) involucrados en dichas relaciones.

A la inversa, los especialistas de la tierra no siempre toman en cuenta los sistemas de significados y las relaciones de pertenencia colectiva, poder y autoridad, en el estudio empírico de las transformaciones de las relaciones socio-territoriales de propiedad (Sikor & Lund, 2009; Chauveau y Richards, 2008; Cramer y Richards, 2011; Lund y Boone, 2013). Sin embargo, la dinámica de las relaciones a la tierra en los Sures forma parte de configuraciones de “gobernanza rural” (Chauveau, 2017) caracterizadas por una pluralidad de poderes, instituciones formales e informales, reglas normativas y prácticas, que se ejercen simultáneamente sobre los múltiples derechos relativos a la

tierra (Bierschenk y Olivier de Sardan (eds.), 2014; De Herdt y Olivier de Sardan (eds.), 2015) y sobre las autoridades que gobiernan el campo de la seguridad. Los conceptos de gobernanza y de orden social y político híbrido se utilizan a menudo para poner de relieve la heterogeneidad y la naturaleza sedimentaria de estas instituciones (Luckham & Kirk, 2013). Sin embargo, la investigación empírica, particularmente en sociantropología y ciencia política, muestra que este aparente desorden puede explicarse por la articulación entre diferentes escalas y lógicas sociales (Bierschenk, 2014; Olivier de Sardan, 2016). Del mismo modo, lejos de marcar la desintegración del Estado y la acción pública, la violencia puede aparecer como una forma de acción política rutinaria (Grajales y Le Cour Grandmaison (eds.), 2019), que los estudios agrarios especializados deberían tomar en cuenta a la hora de analizar las relaciones a la tierra.

Al final, hay que superar el marco conceptual, con demasiada frecuencia normativo, dicotómico y estatocéntrico, que es muy común en la literatura especializada, pero también en el enfoque sobre las guerras civiles que predomina en el ámbito internacional. Por lo tanto, este número temático aspira a contribuir a los debates conceptuales y metodológicos en torno al *nexus* conflictos por la tierra y guerras civiles (*land related conflicts, land oriented wars ou land-violent conflict nexus*), teniendo en cuenta que el término genérico “guerra civil” debe definirse y encarnarse sistemáticamente para cada contexto. Su objetivo es promover herramientas analíticas libres de las teorías normativas de la guerra, el fin de la guerra, el Estado, la política, la legalidad, el gobierno o los derechos de propiedad (Grajales, 2016a y 2019; Le Roy, 1999; Bavinck et al (eds), 2014; Van Leeuwen & Van Den Haar, 2016). En este sentido, forma parte del cambio de paradigma propuesto por la investigación cualitativa comprensiva que se centra en los procesos, las formas de movilización y el entrelazamiento de las guerras civiles en los procesos de co-construcción del Estado y las sociedades rurales (Cramer, 2006; Richards, 2005; Wasinski, 2006; Gomes Porto, 2008; Berry, 2009; Cramer & Richards, 2011; Linhardt y Moreau de Bellaing, 2013; Boone, 2014).

Para ello, queremos adoptar una perspectiva “continuista” para describir situaciones que a menudo se caracterizan por una sucesión de enfrentamientos, pausas, momentos indecisos de tipo “ni guerra, ni paz” (Richards 2005) o “entre-guerras” (Debos, 2009). Esto implica liberarse de los límites impuestos por la división simplista entre conflicto abierto y “post-conflicto”, para explorar la superposición de temporalidades, la interrelación de modalidades de uso de la violencia y la capacidad de las instituciones para canalizar sus manifestaciones más desestabilizadoras. También se trata de cuestionar empíricamente las políticas de seguridad de la tenencia de la tierra, monolíticas, incluso homotéticas, a menudo propuestas para prevenir, calmar o prevenir el resurgimiento de conflictos (Grajales, 2016a; Daudelin, 2003; Humphreys, 2005; Baranyi & Weitzner, 2006).

Finalmente, el presente proyecto pretende captar y esclarecer, a partir de estudios empíricos y no prescriptivos, el entrelazamiento de los aspectos productivos, económicos, identitarios, territoriales y políticos involucrados en las relaciones sociales en torno a la tierra y su recomposición a través de las inestabilidades y la violencia (Humphreys, 2005). Entre estos procesos, la articulación entre la dinámica de la tenencia de la tierra, los flujos globalizados de recursos y la movilidad individual es particularmente digna de evaluación, particularmente en lo que respecta a las relaciones entre actores exógenos (empresas agroindustriales, por ejemplo), recursos políticos locales y la naturaleza histórica de los conflictos, que constituyen los procesos de formación del Estado desde abajo (Grajales, 2016b).

¿Una especificidad de los contextos africanos?

Toda una corriente de literatura apunta a una serie de especificidades africanas, que conectarían la tierra y la guerra con más fuerza que en otros lugares. Estos estereotipos son recurrentes: África sería un continente caracterizado por una alta disponibilidad de tierras en un mundo en el que este recurso se está volviendo escaso, lo cual estimularía la codicia de inversionistas de todos los orígenes; las sociedades rurales estarían sujetas a Estados de reciente formación, cuyas bases locales son frágiles y cuyas capacidades para garantizar los derechos de propiedad de la tierra son débiles; y, por último, los patrones de violencia estarían en gran medida sobredeterminados por las divisiones étnicas o por las fracturas entre grupos sociales ontológicamente opuestos (p. e., poblaciones autóctonas y migrantes, pastores y agricultores, etc.).

La idea de la especificidad africana no es sólo el *leitmotiv* de muchas publicaciones académicas; también está omnipresente en las instituciones de asistencia al desarrollo y entre los expertos en resolución de conflictos. Sin embargo, la mayoría de estas “especificidades” no resisten el análisis empírico. Como en todas partes, las divisiones étnicas son menos una causa de violencia que un subproducto de la dinámica del conflicto; la falta de una delimitación clara de los derechos de propiedad no es necesariamente conflictiva, también puede servir de base para transar acuerdos en torno a los derechos de uso y acceso; por último, hay que matizar la supuesta disponibilidad de tierras, por cuentas del fuerte crecimiento demográfico del continente, de la escasez de fuentes de empleo urbano y del fenómeno concomitante de “retorno a la tierra”. En consecuencia, el uso de un enfoque en *area studies* no responde aquí a la existencia de una especificidad real de las configuraciones africanas, sino que constituye ante todo una estrategia epistemológica destinada a cuestionar la homogeneidad de los conocimientos producidos sobre África.

Si decidimos limitar esta cuestión a los espacios africanos, es ante todo porque queremos anclar el análisis de la relación entre la tierra y la guerra en la comprensión de la historicidad de las sociedades, la formación de los Estados y la invención del capitalismo. La ilusión de los *area studies* sólo es útil si los espacios son vistos como conectados, como puntos nodales en los que se cruzan las temporalidades históricas, las transformaciones económicas o políticas y el discurso académico. Por lo tanto, su uso debe ser sustituido por un enfoque constructivista, atento a la producción de categorías de análisis. A este respecto, el número temático examinará con especial interés las propuestas relativas a zonas de África que a menudo quedan al margen de las zonas favorecidas por los análisis que vinculan la posesión de la tierra y los conflictos civiles violentos, como el Norte de África, a menudo opuestos al África subsahariana, donde esta conexión se considera evidente.

Entre otros posibles interrogantes, podemos señalar las siguientes cuestiones de actualidad, que con frecuencia se superponen en muchas esferas para movilizar las cuestiones relativas a la tierra en el surgimiento o la propagación de la violencia social y política:

- La incidencia de la migración en las relaciones de propiedad como ingrediente de las guerras civiles;
- Los desplazamientos forzados de población y la reproducción de los conflictos por la tierra;
- Las herramientas de la gobernanza ambiental mundial: ¿nuevos riesgos de conflicto en las relaciones a la tierra?
- La prolongación de las situaciones de “post-conflicto” fuertemente relacionadas con las cuestiones de tierra.
- La integración de las políticas de formalización de los derechos de propiedad consuetudinaria en los mecanismos de resolución de conflictos civiles.

Marco/Participación al Dossier del n°244 (2020-2) de la Revista

Este Dossier busca privilegiar una perspectiva interdisciplinaria. Se invita a autoras y autores de todas las ciencias sociales, incluyendo aunque sin restringirse a: sociología, ciencia política, economía, historia, antropología, psicología, filosofía.

Se invita a autoras y autores a explorar el tema de este dossier temático a partir de análisis locales, nacionales,

internacionales y transnacionales. La contextualización de estudios empíricos, provenientes de corpus originales, el encuentro entre una perspectiva teórica sólida y un trabajo de campo, son particularmente apreciados.

El proceso de selección se desarrolla como sigue, según las fechas indicadas en el siguiente calendario de producción :

1- Envío de la propuesta de contribuciones

Las propuestas de contribuciones, en francés, inglés o español, presentan el proyecto de artículo en más o menos 4.000 caracteres (con espacios), equivalentes a unas 500 palabras o una página.

La propuesta, cuyo dossier se llama "NOMBRE DEL AUTOR-Propuesta-244", incluye:

- El título de 70 caracteres máximo (con la posibilidad de agregar un subtítulo)
- Un resumen del artículo que detalle el tema de la investigación, su marco teórico, el terreno estudiado y sus principales resultados
- Referencias bibliográficas (no incluidas en el total de los caracteres autorizados)
- Un fichero adjunto llamado "NOMBRE DEL AUTOR-Infos" incluyendo los nombres y apellidos de los autores, sus estatuto y pertenencia institucional, así como su dirección de correo electrónico.

La adecuación de la proposición a la llamada a contribución se verifica por los coordinadores y la redacción de la revista.

2- Envío del artículo

Se invita los autores cuya propuesta de contribución fue preseleccionada a enviar una primera versión de su artículo que debe imperativamente corresponder a las normas indicadas anteriormente. Los artículos se someten entonces a una lectura doble ciego de dos evaluadores, especialistas y ajenos a la revista.

Los artículos (de 40 000 caracteres máximo, espacios incluidos, pero sin resumen y bibliografía) podrán ser redactados en francés, inglés o español y deben ser originales. Sin embargo, podrán haber sido objetos de comunicaciones en coloquios (con actas), bajo la condición de ser adaptados a las normas exigidas por la *Revue internationale des études du développement* (ver las [normas de publicación a destino de los autores](#) en el [carnet de investigaciones de la publicaciones de IEDES](#)).

Calendario de producción

Las propuestas de artículos deberán ser enviadas **antes del 15 Noviembre 2019** a:

- la redacción: revdev@univ-paris1.fr

las corresponsables del Dossier especial:

- Jean-Pierre Chauveau (jean-pierre.chauveau@ird.fr), socio-anthropologie, UMR GRED, IRD Montpellier
- Jacobo Grajales (jacobo.grajales-lopez@univ-lille.fr), science politique, CERAPS, Université de Lille
- Eric Léonard (eric.leonard@ird.fr), socio-économie, UMR GRED, IRD et Pôle Foncier Montpellier

- **Las o los autores preseleccionados** por las coordinadoras y el comité de redacción recibirán una respuesta por parte del equipo de la revista la semana del **18/11/2019**.

- **Las primeras versiones de los artículos**, en conformidad a las normas de la revista, deberán ser enviadas por los autores a las cuatro direcciones de correo citadas antes del **24/01/2020**.

- **El proceso de evaluación** durará unos meses. Cada artículo – anonimizado – será sometido a un mecanismo de evaluación de doble ciego por lectores, expertos externos a la revista, sobre el tema tratado, y el lanzamiento del número está previsto para **Noviembre 2020**.

Referencias citadas

- Baranyi S., Weitzner V., 2006, *Transforming land-related conflict. Policy, practice and possibilities*, Ottawa/Rome, The North-South Institute / The International Land Coalition, working paper.
- Bavinck M., Pellegrini L., Mostert E. (dir.), 2014, *Conflicts over Natural Resources in the Global South. Conceptual Approaches*, Leiden, CRC Press/Balkema. DOI : [10.1201/b16498](https://doi.org/10.1201/b16498)
- Berry S., 2009, « Property, Authority and Citizenship: Land Claims, Politics and the Dynamics of Social Division in West Africa », *Development and Change*, vol. 40, n° 1, p. 23-45. DOI : [10.1111/j.1467-7660.2009.01504.x](https://doi.org/10.1111/j.1467-7660.2009.01504.x)
- Bierschenk T., Olivier de Sardan J.-P. (dir.), 2014, *States at Work. Dynamics of African Bureaucracies*, Leiden, Brill. DOI : [10.1163/9789004264960](https://doi.org/10.1163/9789004264960)
- Bierschenk T., 2014, « Sedimentation, Fragmentation and Normative Double-Binds in (West) African public services », dans Bierschenk T., Olivier de Sardan J.-P. (dir.), 2014, *States at Work. Dynamics of African Bureaucracies*, Leiden, Brill, p. 221-245. DOI : [10.1163/9789004264960_010](https://doi.org/10.1163/9789004264960_010)
- Boone C., 2014, *Property and Political Order in Africa. Land Rights and the Structure of Politics*, Cambridge, Cambridge University Press. DOI : [10.1017/CBO9781139629256](https://doi.org/10.1017/CBO9781139629256)
- Chauveau J.-P., 2017, « Le nexus État, foncier, migrations, conflits comme champ social », *Critique internationale*, vol. 2, n° 75, p. 9-19. DOI : [10.3917/crii.075.0009](https://doi.org/10.3917/crii.075.0009)
- Chauveau J.-P., Richards P., 2008, « Les racines agraires des insurrections ouest-africaines. Une comparaison Côte d'Ivoire-Sierra Leone », *Politique africaine*, vol. 3, n° 111, p. 131-167. DOI : [10.3917/polaf.111.0131](https://doi.org/10.3917/polaf.111.0131)
- Colin J.-Ph., Le Meur P.-Y., Léonard E. (dir.), 2010, *Les politiques d'enregistrement des droits fonciers. Du cadre légal aux pratiques locales*, Paris, Karthala.
- Comité éditorial, 2013, « Éditorial. Dossier "Ni guerre, ni paix" », *Politix*, n° 4, p. 3-5. DOI : [10.3917/pox.104.0003](https://doi.org/10.3917/pox.104.0003)
- Côté I., Mitchell M. I., 2015, « Deciphering "Sons of the Soil" Conflicts: A Critical Survey of the Literature », *Ethnopolitics*, vol. 16, n° 4, p. 333-351. DOI : [10.1080/17449057.2015.1089050](https://doi.org/10.1080/17449057.2015.1089050)
- Cramer C., Richards P., 2011, « Violence and War in Agrarian Perspective », *Journal of Agrarian Change*, vol. 11, n° 3, p. 277-297.
- Cramer C., 2006, *Civil War Is Not a Stupid Thing: Accounting for Violence in Developing Countries*, London, Hurst & Company. DOI : [10.1177/0022343309334813](https://doi.org/10.1177/0022343309334813)
- Daudelin J., 2003, *Land and Violence in Post-Conflict Situations*. Report prepared for the North-South Institute and The World Bank, Ottawa, The North-South Institute.
- Debos M., 2013, *Le métier des armes au Tchad. Le gouvernement de l'entre-guerres*, Paris, Karthala.
- De Herdt T., Olivier de Sardan J.-P. (dir.), 2015, *Real Governance and Practical Norms in Sub-Saharan Africa: The Game of the Rules*, London, Routledge. DOI : [10.4324/9781315723365](https://doi.org/10.4324/9781315723365)
- Dunn K. C., 2009, « "Sons of the Soil" and Contemporary State Making: Autochthony, Uncertainty and Political Violence in Africa », *Third World Quarterly*, vol. 30, n° 1, p. 113-127.
- Fearon J., Laitin D., 2011, « Sons of the Soil, Migrants, and Civil War », *World Development*, vol. 39, n° 2, p. 199-211.
- Geschiere P., 2011, « "Sons of the Soil": Autochthony and its ambiguities in Africa and Europe », dans Abbink J. G., De Bruijn M. (dir.), 2011, *Land, Law and Politics in Africa: Mediating Conflict and Reshaping the State*, Leiden, Brill. DOI : [10.1163/9789004218062_006](https://doi.org/10.1163/9789004218062_006)
- Gomes Porto J., 2008, « The mainstreaming of conflict analysis in Africa: contributions for theory », dans Francis D., *Peace and conflict in Africa*, p. 46-67, Londres, Zed Books.
- Grajales J., Le Cour Grandmaison R. (dir.), 2019, *L'État malgré tout. Produire l'autorité dans la violence*, Paris, Karthala.
- Grajales J., 2016, *Gouverner dans la violence. Le paramilitarisme en Colombie*, Paris, Karthala.
- Grajales J., 2016, « La terre, entre guerre et paix. Politiques foncières et sortie de conflit en Colombie », *Les Études du CERI*, n° 223, Paris, SciencesPo.
- Huggins C., Clover J. (dir.), 2005, *From the Ground Up: Land Rights, Conflict and Peace in Sub-Saharan Africa*, Pretoria, Institute of Security Studies.
- Humphreys M., 2005, « Natural Resources, Conflict, and Conflict Résolution: Uncovering the Mechanisms », *Journal of Conflict Resolution*, vol. 49, n° 4, p. 508-537. DOI : [10.1177/0022002705277545](https://doi.org/10.1177/0022002705277545)
- Jackson S., 2006, « Sons of Which Soil? The Language and Politics of Autochthony in Eastern D.R. Congo », *African Studies Review*, vol. 49, n° 2, p. 95-124.

- Kalyvas S., Balcells L., 2010, « International System and Technologies of Rebellion: How the End of the Cold War Shaped Internal Conflict », *American Political Science Review*, vol. 104, n° 3, p. 415-429. DOI : [10.1017/S0003055410000286](https://doi.org/10.1017/S0003055410000286)
- Le Roy É., 1999, *Le jeu des lois, une anthropologie « dynamique » du droit*, Paris, Librairie générale de droit et de jurisprudence.
- Linhardt D., Moreau de Bellaing C., 2013, « Ni guerre, ni paix. Dislocations de l'ordre politique et décantonnements de la guerre », *Politix*, vol. 4, n° 104, p. 7-23. DOI : [10.3917/pox.104.0007](https://doi.org/10.3917/pox.104.0007)
- Luckham R., Kirk T., 2013, « The Two Faces of Security in Hybrid Political Orders: A Framework for Analysis and Research », *Stability: International Journal of Security & Development*, vol. 2, n° 2, p. 1-30, DOI : [10.5334/sta.cf](https://doi.org/10.5334/sta.cf)
- Lund C., Boone C., 2013, « Introduction: Land Politics in Africa – Constituting Authority over Territory, Property and Persons », *Africa*, vol. 83, n° 1, p. 1-13. DOI : [10.1017/S000197201200068X](https://doi.org/10.1017/S000197201200068X)
- Lund C., 2006, « Twilight Institutions: Public Authority and Local Politics in Africa », *Development and Change*, vol. 37, n° 4, p. 685-705. DOI : [10.1111/j.1467-7660.2006.00497.x](https://doi.org/10.1111/j.1467-7660.2006.00497.x)
- Newman E., 2009, « Conflict Research and the "Decline" of Civil War », *Civil Wars*, vol. 11, n° 3, p. 255-278.
- Olivier de Sardan J.-P., 2016, « For an Anthropology of Gaps, Discrepancies and Contradictions », *Antropologia*, vol. 3, n° 1 n.s., p. 111-131.
- Peters P., 2013, « Land Appropriation, Surplus People and a Battle over Visions of Agrarian Futures in Africa », *Journal of Peasant Studies*, vol. 40, n° 3, p. 537-562. DOI : [10.1080/03066150.2013.803070](https://doi.org/10.1080/03066150.2013.803070)
- Sikor T., Lund C., 2009, « Access and property: A Question of Power and Authority », *Development and Change*, vol. 40, n° 1, p. 1-22. DOI : [10.1111/j.1467-7660.2009.01503.x](https://doi.org/10.1111/j.1467-7660.2009.01503.x)
- Strauss S., 2012, « Wars Do End! Changing Patterns of Political Violence in Sub-Saharan Africa », *African Affairs*, vol. 111, n° 443, p. 179-201. DOI : [10.1093/afraf/ads015](https://doi.org/10.1093/afraf/ads015)
- Van Leeuwen M., Van Den Haar G., 2016, « Theorising the Land-Violent Nexus », *World Development*, vol. 78, p. 94-104. DOI : [10.1016/j.worlddev.2015.10.011](https://doi.org/10.1016/j.worlddev.2015.10.011)
- Wasinski C., 2006, « Aperçu d'un atelier de recherches : les études sociales constructivistes, critiques et postmodernes de sécurité – deuxième partie », *Les Cahiers du RMES*, vol. 3, n° 1, p. 80-102.